La Coalition main rouge est formée d'organisations syndicales, féministes, communautaires, étudiantes et populaires. Elle agit depuis 2009 pour garantir l'accès à des services publics universels et de qualité, indispensables au respect et la réalisation des droits humains pour toutes et tous. Afin d'y arriver, la Coalition lutte contre l'austérité et pour une meilleure répartition de la richesse par une fiscalité plus juste, entre autres en proposant 20 mesures qui totalisent 10 milliards $ par année. Elle revendique un réinvestissement massif dans les services publics, les programmes sociaux et l'action communautaire autonome.

Télécharger les outils de campagne sur notre site web.
Suivez-nous sur notre page Facebook.
Écrivez-nous pour plus d'information et pour participer à la campagne.

nonauxhausses
nonauxhausses.org
info@nonauxhausses.org

VISER LA JUSTICE SOCIALE

récupérer notre trésor collectif

LA COALITION
MAIN ROUGE

NOUVELLE CAMPAGNE POUR LA SAUVEGARDE DE NOTRE FILET SOCIAL

LA COALITION MAIN ROUGE ENTREPREND UNE CAMPAGNE DE MOBILISATION OFFENSIVE POUR CONTRER LE DÉMANTÈLEMENT DU FILET SOCIAL EFFRITÉ PAR DES ANNÉES DE POLITIQUES NÉOLIBÉRALES.

Par des luttes acharnées, nous avons collectivement bâti un filet social qui vise une société égalitaire et juste. Les programmes sociaux, les services publics et le milieu communautaire permettent de construire une société où personne n'est laissé pour compte et où toutes et tous peuvent vivre dignement. Le modèle néolibéral qui nous est actuellement imposé remplace les principes de répartition des richesses, de justice sociale et de solidarité par la seule responsabilisation individuelle et la rentabilité à tout prix des services .

Les politiques néolibérales accentuent les inégalités sociales en octroyant des baisses d'impôt aux mieux nantis et aux entreprises tout en maintenant un régime fiscal qui valorise l'évitement fiscal et ferme les yeux sur l'évasion fiscale. Ces politiques nous privent collectivement de milliards de $.

C'EST UNE QUESTION DE CHOIX POLITIQUES

La justice sociale, c'est le choix que font les groupes sociaux membres de la Coalition Main rouge qui, ensemble, regroupent des milliers de personnes partout au Québec. À un an des élections générales au Québec et à quelques mois du dernier budget du gouvernement Couillard, les mouvements sociaux peuvent forcer ce gouvernement à faire le bon choix. Il est grand temps d'obliger le gouvernement du Québec à récupérer notre trésor collectif auprès des plus nantis!

LE QUÉBEC S'EST ENGAGÉ, EN ADHÉRANT AU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (PIDESC), À RESPECTER LES DROITS ÉCONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, DONT LE DROIT À UN REVENU SUFFISANT, LE DROIT À L'ÉDUCATION, LE DROIT À LA SANTÉ, RECONNAISSANT AINSI « QUE CES DROITS DÉCOULENT DE LA DIGNITÉ INHÉRENTE À LA PERSONNE HUMAINE ». IL A MÊME LE DEVOIR DE LEUR CONSACRER « LE MAXIMUM DE SES RESSOURCES DISPONIBLES »

Sous couvert de l'épouvantail de « crise » des finances publiques, nous avons eu droit à plusieurs rondes de coupes, de compressions et de hausses de tarifs. Et c'est aussi ce qui a mis à mal les principes de gratuité et d'universalité de nos services publics.

Les politiques néolibérales favorisent un transfert du pouvoir politique. Celui-ci est de plus en plus concentré entre les mains de quelques élites, qui n'hésitent pas à utiliser nos institutions politiques pour imposer leurs politiques d'austérité de manière autoritaire. Au passage, on limite de plus en plus les espaces démocratiques de participation citoyenne et on s'attaque aux contre-pouvoirs.

NOUS
REFUSONS CES CHOIX !

NOUS
DEVONS FAIRE AUTREMENT.

NOUS
EN AVONS LES MOYENS !

DES SURPLUS RECORD, MAIS UN FILET SOCIAL MIS À MAL

Après des années de politiques d'austérité, le gouvernement Couillard a annoncé un surplus budgétaire de 4,5 milliards $ (avant le versement au Fonds des générations) en 2017. Il s'agit d'un des surplus les plus importants de l'histoire du Québec, réalisé au détriment de la majorité de la population et au prix de l'affaiblissement de son filet social.

Malgré l'immense surplus budgétaire, le financement prévu pour les services publics demeure largement insuffisant et ne répare même pas les dommages créés par les compressions des dernières années.

POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE : 10 MILLIARDS $ DE SOLUTIONS

Les politiques néolibérales amplifient grandement les inégalités sociales et visent à favoriser les mieux nantis et les grandes entreprises. Depuis 30 ans, l'écart entre le premier centile des plus riches (1 %) et le 99 % restant s'est élargi. Nous en avons assez que le 1% des plus riches continue de s'enrichir grâce à nos ressources collectives pendant que les revenus du reste de la population diminuent.

La fiscalité doit favoriser une juste contribution des plus riches, des banques et des grandes entreprises. Les 5 mesures fiscales suivantes, proposées par la Coalition Main Rouge, rapporteraient à elles seules 4 milliards $ par année et elles pourraient facilement être mises en place dès le prochain budget : lutter plus efficacement contre l'évitement fiscal et l'évasion fiscale, réinstaurer la taxe sur le capital pour les banques ; augmenter le nombre de paliers d'imposition ; imposer davantage les dividendes et les gains en capital, au même titre que les revenus de travail ; et augmenter les impôts des grandes entreprises plutôt que de les diminuer encore

> Avec cet argent, nous aurions largement les moyens de réinvestir massivement dans l'ensemble des services publics, de financer adéquatement les programmes sociaux et les organismes d'action communautaire autonome. La Coalition Main Rouge propose plus de 20 mesures qui totalisent 10 milliards $/an : cela représenterait un excellent départ pour commencer à réinvestir là où ça compte pour la population du Québec. Un filet social fort : c'est la meilleure manière de s'assurer que notre société soit la plus juste possible et que les droits humains et la dignité des personnes soient respectés !

LES PERSONNES RACISÉES

Les discriminations raciales font que les personnes racisées ont de revenus plus faibles que les autres. Elles ont aussi un moins bon accès aux services et aux programmes sociaux et lorsqu'elles y arrivent, les services reçus sont moins adéquats. Par ailleurs, le contexte d'austérité ne permet pas de formations contre les discriminations, essentielles pour assurer l'égalité de tous et toutes face aux services publics et aux programmes sociaux.

LES JEUNES FAMILLES

Les dettes d'études plus élevées combinées à une précarisation du marché de l'emploi contribuent à fragiliser les jeunes familles. Elles subissent également les effets de l'augmentation des tarifs des services de garde ainsi qu'une hausse générale du coût de la vie en général. Elles n'ont pas les moyens de se payer le recours aux services maintenant offerts dans le privé. Elles sont de plus en plus nombreuses à avoir recours aux banques alimentaires. Appauvrir les familles, c'est également appauvrir les enfants et nuire à leur développement.

LA CLASSE MOYENNE

L'augmentation des tarifs et des taxes est principalement assumée par la classe moyenne, qui subit aussi lourdement les effets des compressions dans les services publics. On ne peut donc s'étonner que sous l'effet de ces mesures néolibérales, elle tende à s'affaiblir, ce qui explique la croissance des inégalités sociales.

AUSTÉRITÉ ET NÉOLIBÉRSALISME

La réduction des dépenses publiques (souvent présentée sous le terme de mesures d'austérité) tire son origine de l'idéologie néolibérale. Imposé comme principe de gouvernance dans l'ensemble des pays industrialisés depuis les années 80, le néolibéralisme se traduit par une diminution du rôle social de l'État. Ses principaux objectifs sont : la réduction du filet social, la marchandisation et la privatisation des services publics, un transfert du coût des services vers les utilisateurs et les utilisatrices ainsi que l'affaiblissement des mécanismes et des institutions démocratiques, dans le but de limiter l'opposition à ces politiques néolibérales. Elle vise également à remplacer les mesures fiscales progressives (comme l'impôt sur le revenu) par des mesures fiscales favorisant les mieux nantis de la société (comme la taxation à la consommation et la tarification des services publics).

DES SERVICES PUBLICS ATTAQUÉS

En éducation, les investissements du dernier budget ne permettent pas de couvrir la hausse des coûts d'année en année (salaires, entretien, etc.). Aussi, le recours accru à la tarification limite de plus en plus l'accessibilité, que ce soit l'augmentation des frais de scolarité postsecondaires ou les frais multiples à débourser pour du matériel ou pour des activités parascolaires au primaire et au secondaire. On voit également se généraliser les gels de salaires et les pénuries de personnel dans le milieu éducatif. Résultat : les maladies professionnelles (dépressions, accidents du travail, etc.) augmentent et la capacité d'offrir des services de qualité se dégrade.

En santé et services sociaux, le financement du réseau public a subi des coupes sévères, ce qui a grandement affecté les services à la population. La prévention, les services sociaux et les services aux aînés ont particulièrement été affectés par ces coupes et par le mode de gestion autoritaire et ultra-centralisé du ministre, ce qui fait que plusieurs personnes peinent à trouver les soins et les services dont ils ont besoin dans le réseau public. Par ailleurs, le personnel du réseau est à bout de souffle et les effets d'importantes pénuries de personnel se font lourdement sentir. Néanmoins, le gouvernement fait le choix d'augmenter très significativement la rémunération des médecins, qui sont de plus en plus nombreux à pratiquer dans des cliniques privées. Malgré cela, plusieurs médecins quittent carrément le réseau public en se désaffiliant de la RAMQ. C'est donc un système de santé et services sociaux à deux vitesses, un pour les riches et un pour les personnes défavorisées, que ces politiques en santé favorisent.

En culture et en environnement, les investissements sont insuffisants. Par conséquent, plusieurs programmes peinent à survivre. Dans les différents ministères, les coupes continuent de se faire durement sentir dans les services aux citoyennes et aux citoyens, par exemple dans les centres

QUI EST PARTICULIÈREMENT TOUCHÉ PAR L'AUSTÉRITÉ ?

La tarification et l'affaiblissement des services publics et des programmes sociaux pénalisent de façon plus importante :

LES PERSONNES À FAIBLE REVENU

Les coupes dans l'aide sociale, dans le développement de nouveaux logements sociaux, dans l'assurance-emploi et dans les centres locaux d'emploi, mais aussi toutes les hausses des tarifs ont un impact plus grand sur les personnes à faible revenu.

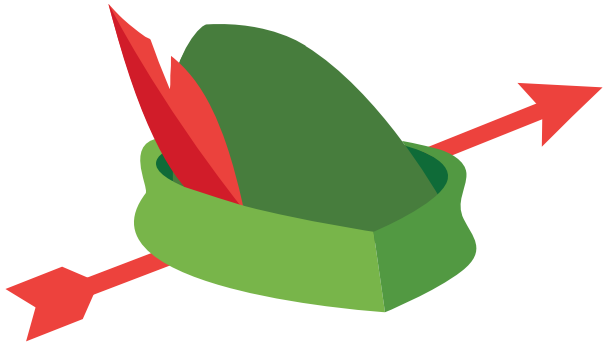
LES FEMMES

Elles représentent 75% et plus des personnes employées dans les services publics et dans les groupes communautaires. La réduction des effectifs et la réduction des conditions de travail les frappent donc de plein fouet. Par ailleurs, parce que ce sont encore elles qui majoritairement prennent soin des enfants, personnes âgées et/ou malades, elles représentent la majorité des proches aidant-e-s et fréquentent davantage les services publics. Lorsque ces services sont payants ou inadéquats, ce sont leurs tâches de travail domestique qui augmentent.

d'appels du gouvernement ou à la Régie du logement. À cause des réductions d'effectif, les temps d'attentes sont désormais plus longs et les interactions du personnel avec les citoyens et les citoyennes plus courtes.

En ce qui concerne la petite enfance, le désengagement envers les services de garde éducatifs subventionnés (compressions, stagnation de la création de nouvelles places) et le fait de favoriser les services de garde privés ont diminué la qualité de l'ensemble des services. De plus, la modulation des tarifs a appauvri les familles, qui ont dû faire face à un véritable choc tarifaire.

Pendant ce temps, la privatisation des services publics continue de gagner du terrain et de gruger le budget des ménages, tout en provoquant une détérioration des services à la population : la montée de la médecine entrepreneuriale, le recours à la sous-traitance et aux agences de personnel, les partenariats publics-privés, la tarification, etc. Tout cela affecte les services à la population et remet en question les principes d'accessibilité, d'universalité et de gratuité sur lesquels est fondé notre système public, au moment même où le vieillissement de la population s'accélère. Nombreuses sont les personnes âgées qui doivent acheter « à la carte » des soins et des services en résidences privées, faute d'avoir une place d'hébergement dans le réseau public. Plusieurs familles doivent maintenant payer dans le privé pour avoir accès à des soins et services professionnels, par exemple pour un enfant avec un trouble de l'attention. Cette privatisation affecte de plus en plus de personnes et de familles.



LES POLITIQUES NÉOLIBÉRALES ET LEURS CONSÉQUENCES CONSTITUENT UN DANGEREUX CERCLE VICIEUX :

1. En prétextant un manque d'argent qu'il a lui-même créé, le gouvernement restreint l'accès aux services publics en augmentant les tarifs exigés à la population.

2. Pour « économiser » davantage, le gouvernement coupe dans le financement des services publics.

3. Le sous-financement a pour conséquence de rendre les services publics moins efficaces.

4. Le gouvernement peut ainsi se justifier de privatiser des services qu'il a lui-même rendus moins performants.

5. L'État se déresponsabilise de ses obligations sociales. Il tente d'utiliser les organismes communautaires comme un palliatif aux services sociaux affaiblis par les mesures d'austérité alors qu'organismes communautaires et services sociaux sont complémentaires ou alternatifs.

6. Par ces politiques, des individus, des groupes et des collectivités voient leur pouvoir économique et politique être affaiblis, ce qui limite leur capacité à s'opposer à ces politiques et ce qui favorise au final une insidieuse transformation du rôle de l'État.

LES PROGRAMMES SOCIAUX SONT EUX AUSSI LARGEMENT SOUS-FINANCÉS

Par exemple, les prestations d'aide sociale permettent de couvrir à peine la moitié des besoins de base, comme se loger, se nourrir, se vêtir et se déplacer. Les dernières réformes de l'aide sociale, dont l'instauration du Programme Objectif Emploi (anciennement projet de loi 70), tendent à rendre cette aide de dernier recours toujours plus conditionnelle et insuffisante. Les personnes qui y ont recours sont souvent victimes de préjugés, alors qu'on les traite injustement de profiteuses et de paresseuses. Trop peu de logements sociaux sont construits à chaque année, malgré que quelque 40 000 ménages locataires soient en attente d'un HLM, souvent depuis plusieurs années. Les prestations de retraite ne permettent pas de sortir de la pauvreté, surtout pour les femmes qui comptent, souvent, des périodes en dehors du marché du travail.

LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES EN PREMIÈRE LIGNE

La détérioration des services publics et des programmes sociaux fait particulièrement mal aux personnes les plus vulnérables de notre société. Pour plusieurs d'entre elles, les organismes d'action communautaire autonome sont le dernier maillon du filet social auquel elles ont concrètement accès. C'est souvent dans ces groupes que les personnes marginalisées peuvent trouver non seulement aide et réconfort, mais également un lieu d'appartenance et d'expression citoyenne. Par leur travail de défense des droits et d'éducation populaire, ces organismes travaillent avec les jeunes, les personnes aînées, les femmes, les personnes ayant des limitations fonctionnelles, les personnes assistées sociales, les personnes racisées, etc. Leur but est d'aider les personnes à améliorer leurs conditions de vie et à combattre les discriminations qui s'exercent contre eux et elles. Sur le plan démocratique, ces organismes permettent de faire entendre la voix d'une partie de la population que l'on a tendance à exclure du débat public. Bref, tout comme les services publics et les programmes sociaux, pour avoir un filet social solide, l'action communautaire autonome est un moteur de justice sociale indispensable.

Or, les mesures d'austérité ont plusieurs impacts sur les organismes communautaires. D'abord, depuis plusieurs années, les groupes sont en manque criant de financement. À titre d'exemple, le financement de certains secteurs, tel que la défense collective des droits, n'a jamais été indexé. Par ailleurs, en raison des compressions dans les services publics, on constate une augmentation du nombre de personnes qui se tournent vers les organismes. Ainsi, de plus en plus d'organismes sont forcés de fermer leurs portes, de façon temporaire ou définitive : ils n'ont plus les moyens de réaliser leur mission adéquatement ! Enfin, devant faire plus avec les mêmes ressources, les travailleurs et travailleuses s'épuisent.